

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

contact: cnpe.mali@afribonemali.netSite : www.instat.gov.ml

tél. : (223) 20 22 24 55 / (223) 20 22 48 73 fax : (223) 20 22 71 45

BP 12 Bamako

NOTE DE CONJONCTURE

4^{ème} trimestre 2014

L'économie mondiale au 4^{ème} trimestre 2014 a été essentiellement marquée par la remontée continue du cours dollar par rapport à l'euro ainsi que la baisse spectaculaire des cours du pétrole sous l'effet d'un repli de la demande, notamment dans les pays émergents, alors qu'en même temps l'offre augmente. La baisse de la demande du pétrole est la conséquence du ralentissement de l'activité économique particulièrement en Chine, en Russie et même la zone euro. Ainsi, Les dernières estimations du FMI fixent le taux de croissance à 3,3% en 2014 avec une révision à la baisse de celui de 2015 de 3,8% à 3,5%.

L'évolution de la conjoncture économique nationale montre des signaux de reprise dans la plupart des branches porteuses de croissance. La hausse de la production céréalière de près de 22,0% a certainement contribué à maintenir le niveau de l'inflation en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA de 3,0%. En effet, le taux d'inflation est de 0,9% en décembre 2014 et de 0,8% en janvier 2015. De même, l'augmentation de la production cotonnière de plus de 24,0% a eu des répercussions favorables sur la production industrielle sous l'effet d'un accroissement de la quantité de coton égrené en même temps qu'elle favorise une bonne orientation de la branche industrielle agroalimentaire. La situation de reprise se fait ressentir au niveau de la branche des BTP avec une augmentation de plus de 81,0% de la production intérieure de ciment au 4^{ème} trimestre 2014 par rapport à la même période en 2013 alors que les quantités importées n'ont toujours pas baissé. Ce qui pourrait justifier la hausse des dépenses de consommation des ménages au cours du dernier trimestre de 2014 en liaison principalement avec l'augmentation des dépenses relatives à l'enseignement. En outre, l'accroissement du crédit à l'économie devrait refléter le dynamisme retrouvé dans certaines branches de l'activité économique, indiquant ainsi la diminution de 2,1% du taux de chômage. Toutefois, ces performances sont quelque peu atténuées par une détérioration du solde commercial en relation principalement avec la baisse des cours de l'or et du coton ainsi que la morosité de l'activité du tourisme et de l'hôtellerie.

ABREVIATIONS ET CONVENTIONS

SIGLES	INTITULES COMPLETS
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subaharienne
INSTAT	Institut National de la Statistique
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
SUKALA	Société Sucrière du Kala
PARI	Programme d'Appui Régional à l'Intégration
FCFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
\$ E-U	Dollar des Etats-Unis
PNG	Position Nette du Gouvernement
ONAP	Office National de Produits Pétroliers

UNITES DE MESURE	VALEURS CONVENTIONNELLES
Baril	Vaut 158,987 litres
Livre	Vaut 453,592 grammes
Once	Vaut 28,349 grammes

SIGNES CONVENTIONNELS

cvs	Corrigé des Variations Saisonnières
,	Sépare les unités des fractions décimales
Janv-95	Janvier 1995 (Idem pour les autres mois, mutatis mutandis)
T1-95	Premier trimestre 1995 (Idem pour les autres trimestres)
%	Pour cent

La note de conjoncture analyse l'activité économique au Mali à partir de facteurs endogènes et exogènes ayant eu un impact sur son évolution.

Les analyses développées dans la note ont trait à l'évolution des variables comme la production, les prix, le commerce extérieur, les recettes et dépenses publiques, la monnaie et l'emploi. La note de conjoncture analyse aussi l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (or et coton) et d'importation (pétrole, riz, maïs, blé, huile...).

Présentation :

L'économie mondiale au 4^{ème} trimestre 2014 a été essentiellement marquée par la remontée continue du cours dollar par rapport à l'euro ainsi que la baisse spectaculaire des cours du pétrole sous l'effet d'un repli de la demande, notamment dans les pays émergents, alors qu'en même temps l'offre augmente. La baisse de la demande du pétrole est la conséquence du ralentissement de l'activité économique particulièrement en Chine, en Russie et même la zone euro.

L'évolution de la conjoncture économique nationale montre des signaux de reprise dans la plupart des branches porteuses de croissance. La hausse de production céréalière de près de **22,0%** a certainement contribué à maintenir le niveau de l'inflation en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA de **3,0%**. En effet, le taux d'inflation est de **0,9%** en décembre 2014 et de **0,8%** en janvier 2015. De même, l'augmentation de la production cotonnière de plus de **24,0%** a eu des répercussions favorables sur la production industrielle sous l'effet d'un accroissement de la quantité de coton égrené en même temps qu'elle favorise une bonne orientation de la branche industrielle agroalimentaire. La situation de reprise se fait ressentir au niveau de la branche des BTP avec une augmentation de plus de **81,0%** de la production intérieure de ciment au 4^{ème} trimestre 2014 par rapport à la même période en 2013 alors que les quantités importées n'ont toujours pas baissé. Ce qui pourrait justifier la hausse des dépenses de consommation des ménages au cours du dernier trimestre de 2014 en liaison principalement avec l'augmentation des dépenses relatives à l'enseignement. En outre, l'accroissement du crédit à l'économie devrait refléter le dynamisme retrouvé dans certaines branches de l'activité économique, indiquant ainsi la diminution de **2,1%** du taux de chômage. Toutefois, ces performances sont quelque peu atténuées par une détérioration du solde commercial en relation principalement avec la baisse des cours de l'or et du coton ainsi que la morosité de l'activité du tourisme et de l'hôtellerie.

1- Campagne agricole

Malgré un début, les quantités de pluies enregistrées sont jugées meilleures à celles de l'année dernière. Les résultats provisoires de l'enquête agricole de conjoncture (EAC) montrent que la campagne agricole 2014 est nettement meilleure à la précédente. En effet, la production céréalière a augmenté de près de **22,0%** par rapport à l'année dernière. S'agissant de la production cotonnière, elle s'est accrue de **24,5%**. La hausse est la résultante de plusieurs facteurs. En plus d'une pluviométrie acceptable, la mise en œuvre de certaines mesures salutaires telles que la subvention des intrants ont permis d'améliorer considérablement les rendements.

Par ailleurs, l'augmentation de la production cotonnière va influencer positivement certaines branches de la production industrielles, notamment l'agroalimentaire.

2- Les Prix intérieurs

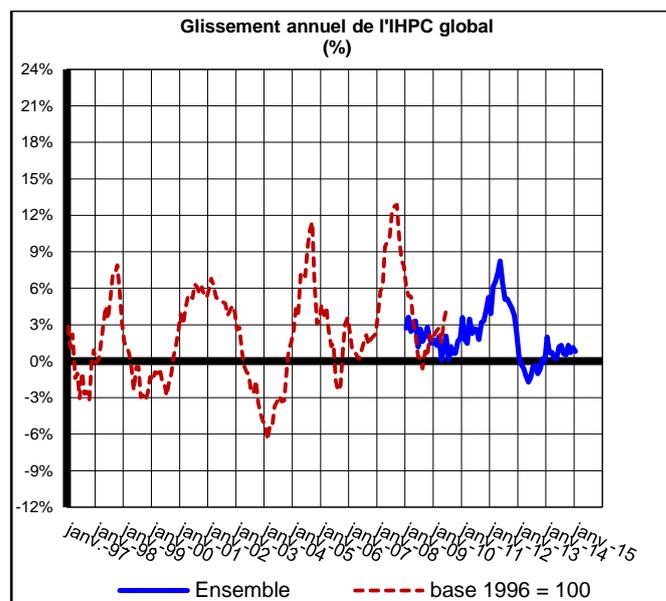
a. Les prix à la consommation

Le niveau général de l'indice des prix à la consommation est resté stable en octobre et novembre de 2014 avant de

baïsser successivement de **0,2%** et de **0,5%** respectivement en décembre 2014 et janvier 2015. Le repli de l'indice en décembre 2014, est induit essentiellement par le recul de **1,4%** des prix de céréales non transformées, la baisse de **0,7%** et **0,8%** respectivement des combustibles solides et des carburants lubrifiants. En janvier, le niveau de l'indice recule malgré une hausse de **0,3%** du prix des céréales non transformées. En variation annuelle, après l'augmentation du niveau des prix en octobre 2014, les hausses des prix à la consommation sont moins marquées en novembre et décembre 2014. En dépit de la baisse de **1,9%** des prix des céréales non transformées, la composante alimentaire avec une hausse de **0,8%** a contribué à la variation positive de **1,1%** de l'indice général au mois de décembre 2014. S'agissant de la hausse de **0,8%** de l'indice au mois de janvier 2015, elle est due à la hausse de l'indice au niveau de toutes les composantes à l'exception de la composante « communication » qui recule en liaison avec l'octroi fréquent de bonus aux clients, de même que la composante « loisirs et culture ».

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, son niveau a évolué progressivement à la hausse durant l'année 2014 pour se situer à **+0,9%** en décembre 2014 contre **+0,6%** en septembre 2014 et **+0,7%** en octobre 2014. En janvier 2015, le taux d'inflation est de **+0,8%**. La tendance est inverse pour la zone UEMOA avec **-0,1%** en septembre 2014 et **-0,2%** en novembre 2014.

Graphique 1 :



b. Les prix des produits pétroliers et du gaz butane

- Prix fournisseurs

Au cours du 4^{ème} trimestre 2014, les prix fournisseurs de tous les produits pétroliers et sur les axes d'approvisionnement du pays ont chuté par rapport à leurs niveaux du trimestre précédent dans des proportions oscillant entre **2,7%** et **12,3%**. Cette situation reflète parfaitement la baisse spectaculaire des cours mondiaux du pétrole brut depuis le mois de juin 2014.

En matière d'approvisionnement en produits pétroliers, l'axe « Côte d'Ivoire - Mali » demeure encore le plus avantageux en termes de prix de revient à l'exception du supercarburant pour lequel l'axe Sénégal - Mali revient moins cher. En revanche, l'axe Niger-Mali revient plus cher pour le supercarburant et le gasoil.

- Prix plafond

Les prix moyen à la pompe des produits pétroliers liquides entre le 4^{ème} trimestre 2014 et le trimestre précédent, ont fléchi avec des taux allants de **0,3%** à **2,3%**.

S'agissant du prix non subventionné du kilogramme de gaz Butane, il a baissé en moyenne de **42,0 FCFA**, soit un repli **4,6%** contre une baisse du prix **32,0 FCFA** le trimestre précédent.

Les baisses de prix moyens à la pompe se justifient par la baisse des prix fournisseurs suite à la mise en œuvre du nouveau mécanisme de tarification automatique des produits pétroliers. Ainsi, les ajustements des prix à la pompe effectués au cours du 4^{ème} trimestre se présentent comme suit :

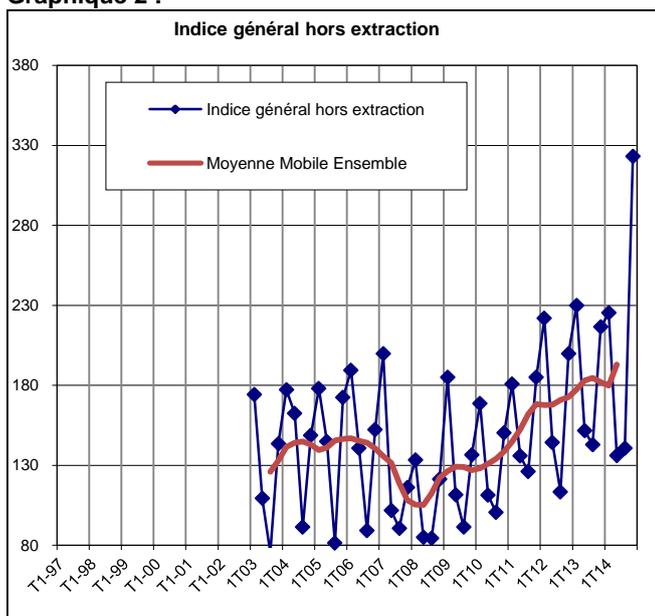
- **octobre 2014** : une baisse du prix à la pompe d'un litre du mois de septembre 2014 de **4,0 FCFA** pour le supercarburant, le gasoil, le DDO et reconduction pour les autres produits pétroliers;
- **décembre 2014** : une baisse du prix à la pompe d'un litre du mois de novembre 2014 de **6,0 à 11,0 FCFA** selon les produits.

Quant aux prix à la pompe du mois d'octobre 2014, ils ont été reconduits au mois de novembre 2014.

3- La Production Industrielle

a. L'indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) hors extractive

Graphique 2 :



Contrairement au trimestre précédent, au 4^{ème} trimestre 2014, l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive a fortement augmenté de **129,5%** par rapport à son niveau du trimestre précédent. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013, le niveau général de l'indice affiche une hausse significative bien qu'elle soit moins forte que celle par rapport au 3^{ème} trimestre 2014.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013

L'indice de la production industrielle hors extractive a nettement progressé de **49,2%**. La hausse est principalement induite à l'intensification des activités industrielles des branches « agroalimentaires et tabac » et « textile et cuir » avec des variations respectives de **+54,3%** et **+81,8%**. En effet, l'augmentation de la production cotonnière, combinée à d'autres facteurs favorables, a conduit à une performance de l'activité d'égrenage qui a eu

un effet d'entraînement au niveau de la branche « fabrication de produits alimentaires ». En outre, une diminution de certains produits alimentaires importés à entrainer une réorientation de la demande vers les produits industriels locaux. De même, d'autres branches industrielles non moins importantes ont contribué à rehausser, notamment « électricité, eau et gaz » avec une variation positive de **11,3%** et la « métallurgie, fonderie » avec une augmentation de **12,1%**.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2014

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive a enregistré une hausse exceptionnelle de **129,5%** en liaison avec la reprise de l'activité égrenage de coton après une période d'arrêt au cours du trimestre précédent, d'une part, et d'autre part une augmentation de la demande pour certains produits fabriqués localement, notamment les produits alimentaires. Toutefois, les productions de certaines branches industrielles ont replié. Il s'agit entre autres : « fabrication produits chimiques » (-**11,7%**), « métalliques » (-**19,4%**) et « fabrication des matériels électriques » (-**6,1%**).

b. L'indice Harmonisé de la Production Industrielle manufacturière

Le même redressement de tendance est observé en ce qui concerne la production de l'industrie manufacturière, au 4^{ème} trimestre 2014. En effet, de l'indice de production manufacturière a augmenté de moitié par rapport au trimestre précédent malgré le reflux des quantités produites des branches de fabrication de produits métalliques et de matériels électriques sur la même période. La hausse enregistrée est surtout imputable à la performance de l'industrie agroalimentaire et tabac ainsi que la branche « fabrication de textile » et « fabrication de meubles ». Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013, la hausse du niveau de l'indice est évaluée à près de **40,0%** sous l'effet de l'augmentation de la production des branches agroalimentaire (**152,0%**), métallique (**7,9%**), chimique (**16,0%**) et la fabrication de matériels électriques (**2,0%**).

c. La production moderne d'or

Au titre du 4^{ème} trimestre 2014, la production industrielle d'or a baissé de **7,9%** par rapport au trimestre précédent et de **17,0%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. En ce qui concerne le taux de réalisation des prévisions de production au 4^{ème} trimestre 2014, il est de **86,0%** contre **107,1%** au trimestre précédent et **112,8%** au 4^{ème} trimestre 2013. Le repli pourrait s'expliquer par le vieillissement de certaines mines.

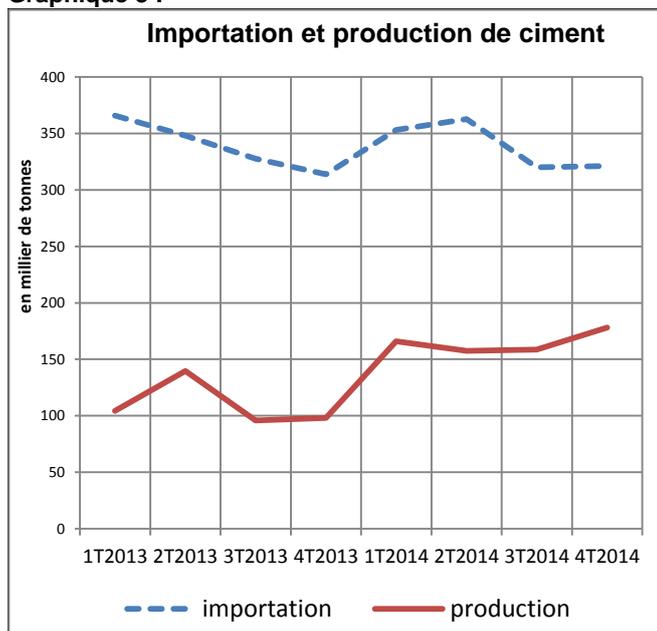
d. L'opinion des industriels sur leur activité

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles au 4^{ème} trimestre 2014 (à l'exception des entreprises minières) donne les résultats suivants : **50,0%** des répondants affirment que leur production a augmenté contre **27,3%** qui évoquent une diminution et **22,7%** qui pensent que leur production est restée inchangée par rapport au trimestre précédent. En effet, le relèvement du nombre de répondants relatif à l'augmentation de la production confirme la hausse observée de l'indice de la production industrielle au cours du 4^{ème} trimestre 2014. En outre, la proportion des répondants ayant utilisé plus de **75,0%** de leur capacité de production est passée **30,0%** au trimestre précédent à **40,0%** au 4^{ème} trimestre 2014. Toutefois, l'insuffisance des commandes demeure la principale entrave citée parmi les facteurs susceptibles de limiter la production des entreprises industrielles avec **37,5%** des répondants. Selon la perception des répondants, les autres facteurs explicatifs limitant leur production sont entre autres par ordre d'importance : l'insuffisance de main d'œuvre (**25,0%**), l'insuffisance d'équipement (**18,8%**).

En termes de perspectives, près de **62,0%** des répondants estiment que leur production augmentera au cours du prochain trimestre.

4- Les Bâtiments et travaux publics

Graphique 3 :



La production et l'importation de ciment sont des indicateurs de mesure de l'évolution de l'activité des BTP. Depuis l'ouverture de la cimenterie, la production de ciment ne cesse de croître. Au 4^{ème} trimestre 2014, la quantité de ciment produite a progressé de **12,3%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2014 et de **81,5%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. De même, le volume de ciment importé au cours du dernier trimestre 2014 est supérieur de **2,3%** à celui de la même période en 2013. Par rapport au trimestre précédent, la quantité de ciment importé est demeurée quasi stable. Ce qui pourrait être dû au renforcement de la capacité de production intérieure au seuil de son année de croisière. Néanmoins, l'importation de ciment demeure toujours à un niveau assez élevé. Ce qui devrait traduire le dynamisme retrouvé de l'activité BTP.

5- Les dépenses de consommation

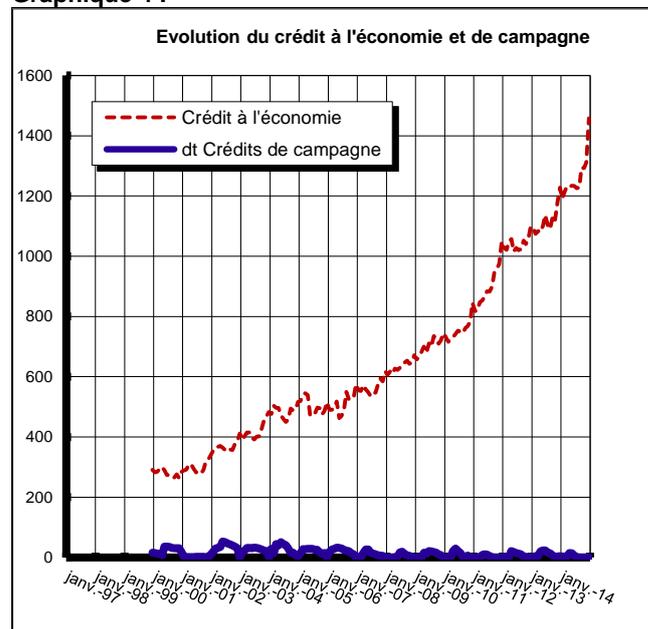
De l'analyse des résultats provisoires de l'enquête modulaire permanente auprès des ménages (EMOP) sur la période d'octobre à décembre 2014, il ressort que les dépenses de consommation des ménages s'élèvent à **830,4 milliards FCFA** contre **815,6 milliards FCFA** pour la période de juillet à septembre 2014, soit une augmentation de dépenses de consommation des ménages de **1,8%**. La hausse est tirée essentiellement par les composantes de dépenses allouées aux meubles, articles de ménage et d'entretien ainsi que celles destinées à l'enseignement du fait que la période d'octobre à décembre coïncide avec la rentrée des scolaire de même qu'un regain d'intérêt pour les meubles en vue d'équiper les salles de classes reflétant l'intensification de l'activité de fabrication de meubles en termes d'indice de la production industrielle. En revanche, les dépenses alimentaires, en tant que composante principale des dépenses de consommation des ménages, ont replié sur la même période sous l'effet de la baisse des prix produits alimentaires, notamment les céréales avec l'écoulement sur le marché des produits des nouvelles récoltes au cours du dernier trimestre de l'année. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013, les dépenses de consommation des ménages affichent une variation positive de **25,3%** sous l'impulsion essentiellement des dépenses de consommation liées à

l'alimentation et aux meubles articles de ménage et d'entretien.

6- La situation monétaire et les transferts des migrants

a. La situation monétaire

Graphique 4 :



a.1 la masse monétaire

A fin décembre 2014, le niveau de la masse monétaire s'est accru de **12,5%** par rapport à fin septembre 2014 sous l'effet de l'augmentation de **6,0%** et de **14,4%** respectivement de la circulation fiduciaire et des dépôts bancaires. Par rapport à fin décembre 2013, la masse monétaire augmente de **5,9%** du fait de la hausse de **14,7%**.

a.2 les contreparties de la masse monétaire

- A la fin de l'année 2014, les avoirs extérieurs ont augmenté de **64,6 milliards FCFA** par rapport à son niveau au 30 septembre 2014 en liaison avec l'accroissement de **75,6 milliards FCFA** de la composante BCEAO des avoirs extérieurs nets. La hausse pourrait traduire la reprise de la coopération avec les partenaires technique et financiers après une période d'attente qui s'est étendue jusqu'à fin septembre 2014. En revanche, on note un reflux de plus de **158,0 milliards FCFA** en un an des avoirs extérieurs à cause de la baisse de **183,0 milliards FCFA** de la composante BCEAO, malgré une amélioration de ceux des banques commerciales ;

- En ce qui concerne le crédit intérieur, il affiche une variation positive de **9,8%** en un trimestre. La hausse est plus prononcée sur la période d'un an sous l'effet d'une amélioration beaucoup plus élevée du crédit à l'économie ;

- S'agissant de l'encours du crédit à l'économie, il a augmenté de **12,7%** et de **18,7%** respectivement par rapport à fin septembre 2014 et comparativement à son niveau à la même période en 2013. Cette progression du crédit à l'économie est liée essentiellement aux octrois de crédits en faveur des entreprises dans la mouvance de relance de l'activité économique ;

- La position créditrice de l'Etat s'est établie à **-85,6 milliards FCFA** à fin décembre 2014 contre **-44,0 milliards FCFA** à fin septembre 2014 du fait de la hausse des dépôts publics sur la même période. Par rapport à fin décembre 2013, la PNG se détériore de **15,0** à cause de la hausse du niveau des engagements de l'Etat.

b. Le transfert des migrants

Tableau : Evolution des transferts des migrants

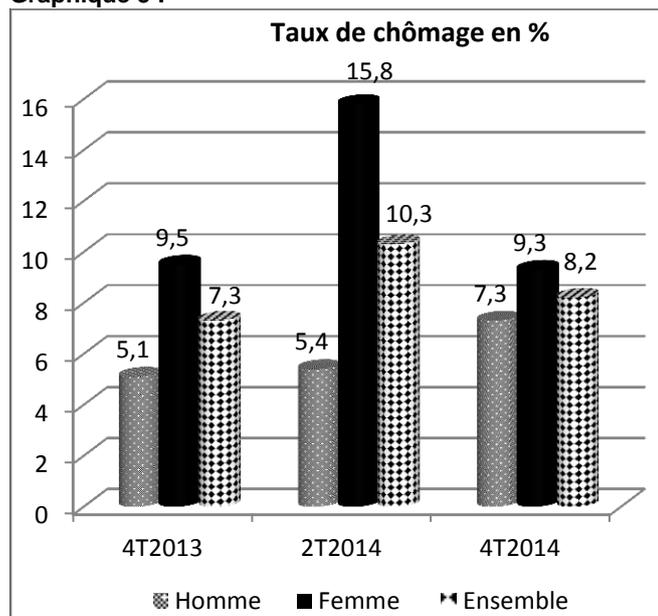
Trimestre	TOTAL	Dont UEMOA	Dont CEMAC	Dont USA	Dont Europe
T1 - 12	108238	20770	16452	8399	42441
T2 - 12	101475	19192	15957	8511	37842
T3 - 12	107627	19610	17039	8477	40036
T4 - 12	105186	21620	18048	7708	38286
T1 - 13	96273	21313	17025	8114	32241
T2 - 13	112827	25541	19131	8948	38530
T3 - 13	112324	26564	19177	8071	40683
T4 - 13	109837	26457	18912	7197	39614
T1 - 14	104009	24006	21678	6615	37533
T2 - 14	105003	22999	19572	7370	41341
T3 - 14	104208	22021	18052	7385	43781
T4 - 14	87624	18871	14258	5488	36240

Source : BCEAO Unité : en millions de FCFA

Le niveau du montant total de transfert de fonds effectué par les maliens de l'extérieur au 4^{ème} trimestre 2014 a fléchi de près de **16,0%** et de **20,2%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. Le reflux pourrait être dû globalement à l'instabilité de l'économie mondiale, même si l'activité économique semble s'améliorer aux USA. En effet, on note des baisses assez significatives au niveau de toutes les zones de provenance les plus importantes en matière de rapatriement de fonds des maliens de l'extérieur. Toutefois, le montant transféré à partir de la Guinée équatoriale a augmenté de **5,4%** par rapport au trimestre précédent. Quant au fonds en provenance de la France, il s'est accru de **21,6%** par rapport à la même période en 2013.

7- L'emploi

Graphique 5 :



Les données provisoires de la collecte réalisée au cours du 4^{ème} trimestre 2014 permettent d'apprécier l'évolution du taux de chômage au Mali. En effet, le taux de chômage estimé au sens du BIT est de **8,2%** au 4^{ème} trimestre 2014 contre

10,3% au 2^{ème} trimestre 2014 et **7,3%** au 4^{ème} trimestre 2013. De l'analyse, il ressort que le taux de chômage a diminué de **2,1** points de pourcentage au 4^{ème} trimestre 2014 comparativement au 2^{ème} trimestre 2014 sous l'effet de la baisse de **6,5%** du chômage des femmes. Par rapport à la même période en 2013, le taux de chômage a progressé de **0,9%** à cause de la hausse de **2,2%** du taux de chômage des hommes. La hausse du chômage des hommes sur cette période pourrait être due en partie aux emplois temporaires.

8- Le commerce extérieur

a. Les importations

Les intentions d'importations émises se situent à **322,1 milliards FCFA** au titre du 4^{ème} trimestre 2014 contre **399,5 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2014, soit un repli de **77,4 milliards FCFA**. Les réalisations globales d'importation à **1 313 000 tonnes** pour une valeur de **521,0 milliards FCFA** contre **1 292 000 tonnes** pour une valeur de **470,0 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2014 contre et **1 275 000 tonnes** pour une valeur de **476,0 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2013.

Les droits et taxes liquidés sont de **94,1 milliards FCFA** contre **79,7 milliards FCFA** au titre du 3^{ème} trimestre 2014 et **83,6 milliards FCFA** au cours du 4^{ème} trimestre 2013.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2014

Le volume global de marchandises importées au 4^{ème} trimestre 2014 a légèrement augmenté de **1,7%** sous l'effet de la hausse **14,2%** du volume de produits pétroliers importés. En valeur, les importations globales ont connu un relèvement de niveau de **10,9%** dû à une augmentation de la valeur des marchandises solides, alors que celle des produits pétroliers a replié de **5,4%** en rapport avec la chute des cours du pétrole.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013

Les quantités totales de marchandises importées ont progressé de **3,0%**. Le volume de produits pétroliers augmente de **4,2%** tandis que celui des produits non pétroliers est en hausse de **2,6%**. S'agissant de la valeur totale des importations sur la même période, elle affiche une variation positive de **9,6%** induite par la hausse de la valeur des marchandises solides. La valeur des produits pétroliers importés régresse de **12,7%**

L'analyse des importations par zone de provenance indique que la valeur des échanges avec l'Union Européenne ne cesse de croître d'un trimestre à l'autre. Au 4^{ème} trimestre 2014, la valeur des importations en provenance dépasse celle des importations en provenance de l'ensemble des autres pays de la zone CEDEAO. En effet, les importations d'origine Union Européenne représentent **31,1%** de la valeur totale des importations au 4^{ème} trimestre 2014 contre **28,1%** au 3^{ème} trimestre 2014. Cependant, la zone CEDEAO demeure l'une des principales sources d'approvisionnement du Mali avec **26,7%** de la valeur totale sous l'impulsion des importations en provenance de la zone UEMOA (**24,9%** de la valeur globale). Cependant, il faut noter que les importations de produits originaires de la sous-région ou de la région à destination du Mali sont essentiellement constituées de produits pétroliers et, dans une moindre mesure, de ciment. Ainsi, en matière de classement au titre de la provenance des importations en valeur, l'Union Européenne et la zone CEDEAO et sont suivies par l'Asie. Ces trois principales origines des importations du Mali au 3^{ème} trimestre 2014 représentent environ **83,7%** des importations totales du Mali de la période contre au trimestre précédent avec **80,4%**.

b. Les exportations

Au titre du 4^{ème} trimestre 2014, les exportations s'élèvent à plus de **170 468 tonnes** pour valeurs de **259,1 milliards**

FCFA contre 88 705 tonnes de marchandises pour une valeur **296,0 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2014 et **138 297 tonnes** de marchandises pour une valeur de près de **280,0 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2013. La hausse du volume global des exportations est en partie dû à l'augmentation de celui d'engrais exporté.

➤ **Par rapport au 3^{ème} trimestre 2014**

La forte hausse de plus de **92,0%** des quantités globales de marchandises exportées est essentiellement le fait de l'accroissement exceptionnel du volume exporté d'engrais de même que celui du coton. En revanche, la valeur totale des exportations a baissé de **12,5** malgré la hausse de la valeur du coton exporté. Le repli est surtout lié au fléchissement des cours de l'or.

➤ **Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013**

L'augmentation de **23,3%** du volume global des exportations est due aux quantités exportées d'engrais. S'agissant de valeur totale des exportations, elle recule de **7,4%** du fait des replis des prix du coton et de l'or.

c. Le solde commercial et le taux de couverture

Le solde commercial est de **-262,2 milliards FCFA** contre **-174,0 milliards FCFA** au trimestre précédent. Il s'est détérioré par rapport au trimestre précédent dont le solde commercial est fixé **-174,0 milliards FCFA**. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **49,7%** au 4^{ème} trimestre 2014 contre **63,0%** au 3^{ème} trimestre 2014. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 également, on note une dégradation du solde commercial de même que le taux de couverture du fait d'une augmentation beaucoup forte des importations par rapport aux exportations.

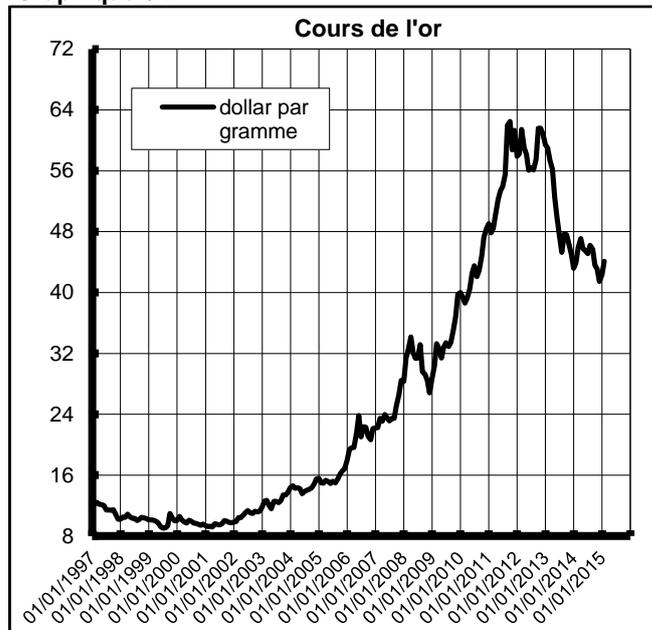
9- Les Cours mondiaux des principales matières premières

Au 4^{ème} trimestre 2014, les cours des principales matières premières sont orientés vers le bas aussi bien par rapport au trimestre précédent que par rapport à la même période en 2013.

❖ **L'or**

A l'instar des autres matières premières liées au cours du dollar, l'or subit les effets de la remontée du cours du dollar au point de perdre sa valeur refuge ces derniers mois. Au 4^{ème} trimestre 2014, le prix de l'or en dollar a reculé d'environ **6,0%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2014 et par rapport à son niveau du 4^{ème} trimestre 2013. Selon les spécialistes, il existe des paramètres qui font craindre une baisse plus importante sur le long terme, mais qu'il ya des possibilités que les cours du métal jaune remonte progressivement en 2015. Ainsi, on estime que les cours se situeraient **1174 dollars** l'once contre **1195 dollars** l'année précédente et **1331 dollars** en 2013.

Graphique 6 :



❖ **Le pétrole**

La chute des cours du pétrole entamée à partir du 3^{ème} trimestre 2014 s'accélère au 4^{ème} trimestre 2014. En moyenne, les cours du pétrole en dollar ont subi une baisse spectaculaire de **25,7%** au 4^{ème} trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent. Par rapport à la même période en 2013 la chute des cours est évaluée à près de **29,0%**. Les raisons qui pourraient expliquer cette dégringolade sont entre autres : l'augmentation de la production du pétrole des USA, le retour des exportations de brut de la Libye et le net ralentissement de l'économie chinoise. Cette chute libre des cours se poursuivrait au cours des prochains mois d'autant que les prévisions laissent entrevoir une hausse des capacités de production de même que les pays de l'OPEP rejettent le principe de diminution de leurs quotas de production. Ce qui semble être confirmé en ce début d'année 2015, les cours du pétrole ont encore baissé de plus de **22,0%** entre décembre 2014 et janvier 2015.

Graphique 7 :

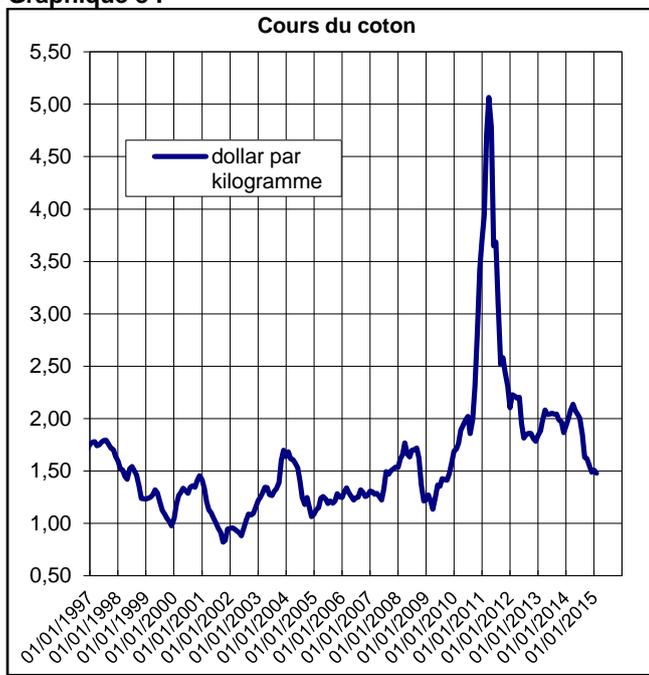


❖ **Le coton**

La tendance baissière des cours du coton entamée depuis le 2^{ème} trimestre 2014 s'est poursuivie au dernier trimestre de l'année 2014. En effet, le cours du coton en dollar a baissé

de **10,7%** et de **21,1%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période en 2013. Le repli pourrait s'expliquer principalement par la hausse de la production des USA relative à la campagne 2014/2015 et le reflux de la consommation chinoise accentué par une concurrence de la fibre de coton par la fibre synthétique pour l'alimentation de son industrie textile. En perspectives, les prévisions ne sont guère optimistes au regard de la décision de la Chine de mettre fin à sa politique de reconstitution de réserves et d'accorder une subvention directe aux producteurs.

Graphique 8 :



❖ **Cours des produits alimentaires**

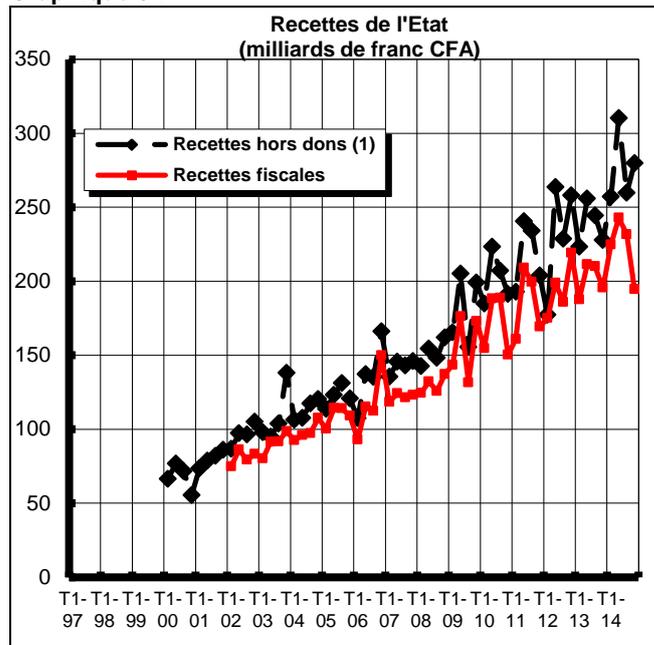
Les cours mondiaux des produits alimentaires ont encore reculé au 4^{ème} trimestre 2014. En effet, au 4^{ème} trimestre 2014, l'indice des prix des produits alimentaires a replié de **8,5%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 à cause de la baisse de **18,2%** de l'indice des prix des oléagineux et de **11,5%** de celui des céréales sur la même période. De même, le prix des autres produits alimentaires comme le sucre affiche la même tendance avec une variation négative de **10,2%** en un an. Par rapport au trimestre précédent, les prix des produits alimentaires ne reculent que de **2,7%** au 4^{ème} trimestre 2014 sous l'effet essentiellement du reflux de **4,7%** du prix des oléagineux et de **7,9%** de celui du sucre. En revanche, les prix des céréales sont restés quasi-stable sur la même période. En perspectives, au regard de la surabondance des produits agricoles alimentaires, il est encore prévue une baisse des prix dans les mois à venir.

10- Les Finances publiques

a. Les recettes globales

A fin décembre 2014, les recettes totales hors dons ont augmenté de plus de **16,0%** par rapport à la même période en 2013, soit un surplus de **155,6 milliards FCFA** sous l'effet de la hausse de **11,1%** du niveau des recettes fiscales sur la même période. On note une performance du montant des impôts directs recouvré avec une hausse de **26,0%** de même que celui relatif aux impôts indirects avec une augmentation de près de **4,0%** à fin décembre 2014 comparativement à fin décembre 2013. Avec un accroissement de **25,0%**, les taxes intérieures sur les produits pétroliers ont contribué à rehausser le niveau des impôts indirects. S'agissant des recettes non fiscales, elles sont également en hausse de **10,8%** sur la période.

Graphique 9 :



b. Les dépenses globales

Au 31 décembre 2014, le niveau d'accroissement des dépenses totales est de **19,7%** par rapport à la même période en 2013 sous l'effet de la hausse de **43,1%** des dépenses d'investissement et de l'augmentation de **5,6%** des dépenses courantes sur la même période. L'accroissement du niveau des dépenses d'investissement est induit par la nette augmentation de la composante financée par les ressources extérieures (**+75,7%**) avec la reprise de l'aide extérieure. De même, la composante financée sur ressources intérieures est en hausse de **18,0%**. Le relèvement de niveau des dépenses courantes est surtout lié à l'accroissement dépenses relatives au personnel suite aux bonifications des indices salariaux ainsi qu'à la hausse de **22,3%** des subventions relative aux intrants agricoles.

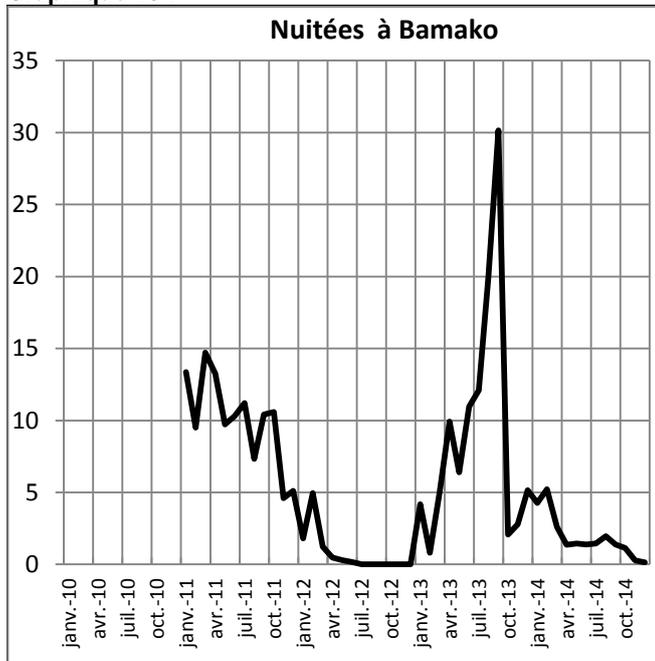
S'agissant du service de la dette dû après allègement et payé au 31 décembre 2014, il se chiffre à **97,3 milliards FCFA** contre **51,9 milliards FCFA** au 30 septembre 2014 et **115,1 milliards FCFA** au 31 décembre 2013. Par rapport à son niveau de fin décembre 2013, le service de la dette dû après allègement et payé a replié de **15,4%**. Le principal baisse de **13,7 milliards FCFA** de même que les intérêts, qui reculent de **4,1 milliards FCFA** sur la même période. Ce qui pourrait indiquer les efforts déployés pour le paiement de la dette dans le délai imparti.

11- Les services

a. Le tourisme et l'hôtellerie

En termes de nuitées pour la ville de Bamako, les données provisoires au titre de l'année 2014 indique une amélioration comparativement à l'année de crise de 2012. Cependant par rapport à 2013, la situation des nuitées est moins reluisante d'autant que l'année 2013 est jugée exceptionnelle à cause des élections qui ont attiré beaucoup d'observateurs vers le Mali. Ainsi, au 4^{ème} trimestre 2014, le nombre de nuitées recule de plus de **84,0%** par rapport à la même période en 2013 et de **67,4%** par rapport au trimestre précédent. En perspective, l'activité de tourisme et l'hôtellerie est pourrait véritablement redémarrer au fur et à mesure que le climat sécuritaire s'améliorerait.

Graphique 10 :



b. Le transport aérien

A l'image du tourisme et de l'hôtellerie, l'activité du transport aérien s'est améliorée depuis le début d'année 2014 avant de se contracter vers la fin. En effet, le volume de fret transporté a réplé de **33,0%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2014 de **23,1%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. S'agissant du nombre de passagers transportés, il a régressé de **15,0%** et de **3,0%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période en 2013.

c. Les télécommunications

Au cours du 4^{ème} trimestre 2014, on note une expansion du volume du trafic téléphonique au regard de l'accroissement des parcs fixe et mobile du fait de multiples campagnes promotionnelles. De même, le volume d'appel vers l'extérieur a progressé de **3,5%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2014, suites principalement à la baisse tarifaire des appels vers l'international. Toutefois, le temps d'appels émis vers l'extérieur et en provenance l'extérieur a diminué respectivement de **43,4%** et **49,8%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013.

Conclusions et perspectives

A la fin de 2014, on note que la conjoncture économique mondiale évolue à un rythme très lent. L'une des conséquences de ce ralentissement est la baisse drastique du prix du pétrole sur le marché mondial. Les dernières estimations du FMI fixent le taux de croissance à **3,3%** en 2014 avec une révision à la baisse de celui de 2015 de **3,8%** à **3,5%**.

Au Mali, la reprise de l'activité économique annoncée se consolide peu à peu au regard de l'évolution favorable que présentent les principales branches de l'économie nationale. Les bonnes récoltes réalisées combinées à l'augmentation de la consommation des ménages ainsi que la hausse du crédit à l'économie sont des signaux palpables. Mieux, la branche BTP qui avait souffert des effets de la crise passée se redynamise malgré une dégradation du solde commercial sous l'effet de la baisse des cours des deux principaux produits d'exportation que sont l'or et le coton. En termes de perspectives, certains indicateurs annoncent une amélioration de la conjoncture économique nationale :

- la disponibilité des produits des nouvelles récoltes en particulier les céréales et le bas niveau des cours mondiaux des produits alimentaires importés de contenir davantage l'inflation ;
- les prévisions de fléchissement du cours du pétrole profitera au Mali en tant qu'importateur net de produits pétroliers au cours des mois à venir, mais aussi contribueront à rehausser le niveau des recettes issues de la fiscalité pétrolière ;
- la bonne campagne agricole 2014/2015 devrait accroître les revenus des paysans. Ce qui pourrait contribuer à augmenter la consommation des ménages et par ricochet rehausser la demande auprès des entreprises ;
- les résultats de l'enquête d'opinion auprès des industriels annoncent que près de **62,0%** des répondants estiment que leur production augmentera au cours du 1^{er} trimestre 2015 ;
- les efforts déployés par le Gouvernement dans le cadre du paiement de la dette intérieure donneront un nouveau souffle aux entreprises en vue de produire davantage pour augmenter les exportations et réduire le déficit de de la balance commerciale. Ce qui permettra d'augmenter les revenus des entreprises, et partant accroître le niveau des recettes fiscales ;
- la mise en œuvre des mesures pour limiter la fraude est jugée salutaire dans le cadre de la protection de la production intérieure ;
- le renforcement de la confiance avec les partenaires techniques et financiers participera à diligenter le décaissement des aides extérieures en faveur du Mali en vue de rehausser le niveau des dépenses d'investissement pour contribuer à créer plus d'emplois.